

La toile municipale aux XIX^e-XX^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe

Pierre-Yves Saunier

Volume 34, Number 2, Spring 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1016012ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1016012ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Saunier, P.-Y. (2006). La toile municipale aux XIX^e-XX^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 34(2), 43–56. <https://doi.org/10.7202/1016012ar>

Article abstract

There has been an outburst of scholarship on world and global cities in recent years, though cities under the guise of political entities—that is, municipal urban governments—have not been considered by this literature as having a relevant degree of agency in the process of interconnection that has been named globalisation. While they are both agents and subjects of this process, their part has been neglected or considered under a very limited chronological angle. This article offers an approach to the “municipal web” that has developed between and about municipal urban governments in the modern era. This web includes municipal governments, municipal officials and technicians as well as scholars, experts and lay reformers; intergovernmental organizations, domestic and transnational non governmental organisations as well as sections of national or infra national governments; firms as well as non profit groups. The article pays special attention to those who weaved this web and the material they used, to the items that travelled through this web of municipal interchange. It insists on the importance of studying current interconnections among and about cities in the historical perspective.

La toile municipale aux XIX^e–XX^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe

Pierre-Yves Saunier

Résumé

La « ville globale » est devenue un objet d'étude très couru depuis une quinzaine d'années. La participation active des cités aux mouvements d'interconnexion, qu'on résume sous le nom de globalisation, est pourtant absente de cette littérature. On fait ici l'hypothèse qu'en tant qu'acteurs et que sujets, les villes, à travers leur incarnation politique de gouvernements municipaux urbains, sont plus qu'un simple terrain où se déploie la globalisation. Les échanges entre ces gouvernements municipaux urbains et au sujet de leur fonctionnement, de leur action et de leur situation institutionnelle sont alors considérés comme participant à la construction des phénomènes d'interconnexion transnationale, qu'ils soient régionaux ou globaux. Cet article propose une première approche de la « toile municipale » tissée entre les gouvernements municipaux urbains et au sujet de ceux-ci à l'époque contemporaine. Cette toile inclut gouvernements municipaux, élus et employés municipaux, mais aussi savants et réformateurs ; organismes intergouvernementaux, organisations non gouvernementales nationales et transnationales aussi bien que sections de gouvernements nationaux ou infra-nationaux, sans omettre les entreprises qui travaillent sur le marché de l'urbain. Elle organise et canalise la circulation des idées, des personnes, des services entre les gouvernements municipaux urbains et à leur sujet. L'article s'attache particulièrement aux acteurs, matériaux de cette toile, aux objets qui la parcourent, en insistant sur les effets à long terme de ce réseau de contacts et d'échanges qui s'est mis en place depuis la fin du XIX^e siècle.

Summary

There has been an outburst of scholarship on world and global cities in recent years, though cities under the guise of political entities—that is, municipal urban governments—have not been considered by this literature as having a relevant degree of agency in the process of interconnection that has been named globalisation. While they are both agents and subjects of this process, their part has been neglected or considered under a very limited chronological angle. This article offers an approach to the “municipal web” that has developed between and about municipal urban governments in the modern era. This web includes municipal governments, municipal officials and technicians as well as scholars, experts and lay reformers; intergovernmental organizations, domestic and transnational non governmental organisations as well as sections of national or infra national governments; firms as well as non profit groups. The article pays special attention to those who weaved this web and the material they used, to the items that travelled through this web of municipal interchange. It insists on the importance of studying

current interconnections among and about cities in the historical perspective.

Lors d'un récent congrès de la Société des contemporanéistes italiens (SISSCO 2003), la séance plénière s'intitulait « la globalisation comme point de vue historique : une nouvelle histoire? ». En retournant la problématique de ce titre, on proposera ici de se demander comment l'histoire peut contribuer à développer un nouveau point de vue sur la globalisation. Paradoxalement en apparence, on le fera à partir d'un terrain dit « local », celui de la ville. Cette voie, choisie en dehors des états, des phénomènes économiques ou culturels qui supportent plus fréquemment les interrogations sur la globalisation, tient le pari que l'étude des connexions « subalternes » permet de comprendre autrement les dess(e)ins et les déploiements de ces mises en relation qui caractérisent de la manière la plus générique possible les phénomènes dits de globalisation. Cette démarche se place dans une perspective transnationale de plus en plus empruntée par des chercheurs tentant de donner raison aux phénomènes difficilement compréhensibles ou saisissables à travers le regard d'histoires nationales ou comparatives¹. On étudiera de manière synthétique la « toile municipale », ce tissu de relations entre les gouvernements municipaux urbains et à leur sujet, leur action, leur organisation et leur statut institutionnel. Pour ne pas forcer de façon anachronique des catégories contemporaines sur des configurations en évolution dans le temps, j'éviterai les acronymes, les définitions et les formules qui rapprochent ou séparent les différentes approches employées en sciences politiques ou en relations internationales, pour étudier la gouvernance des relations internationales contemporaines et les phénomènes de réseaux, les coalitions ou les mouvements transnationaux². Par « toile municipale », j'entends un espace social qui traverse les limites nationales, régionales ou linguistiques et dont l'étendue est définie par l'extension des flux d'information, d'idées, de procédés, de services, de personnes centrés sur les pratiques, les formes, les méthodes, les principes et les valeurs du gouvernement municipal des villes. Cet espace n'est ni plat ni neutre. Il présente des aspérités, des dénivellations, des hiérarchies, parfois dues à des conditions externes, plus souvent à l'action des protagonistes qui l'arpentent et le structurent selon leurs objectifs. Selon les époques d'observation, on peut y rencontrer en totalité ou en partie les types suivants qui entrent en interrelation de coopération ou de concurrence : savants, citoyens, élus, techniciens et professionnels; sociétés professionnelles et associations domestiques et transfrontalières; parties d'organismes intergouvernementaux, internationaux ou régionaux, et branches des gouvernements nationaux ou infranationaux; fondations philanthropiques, groupements politiques et entreprises. Ces agents ont des ressources, des caractéristiques et des desseins divers, mais partagent un intérêt (convergent, conflictuel...) à définir, à diffuser ou à modifier les normes qui

ordonnent la définition et la pratique du gouvernement municipal urbain.

La toile fait circuler individus, objets, textes, mots, règlements, dessins ou plans, mais aussi statuts, représentations, idées, les modalités de ces circulations allant de l'imitation à la domination en passant par l'emprunt sélectif, l'appropriation ou la traduction. De ces circulations, cet article ne propose qu'un point de vue situé en Occident et s'y rapportant, avec comme préoccupation centrale la période 1890–1940 et quelques-uns des acteurs déjà cités. Il vise à tester la validité de l'hypothèse de la constitution historique d'un espace d'interrelations et de son poids dans le formatage de l'action transnationale contemporaine des gouvernements municipaux urbains par la mise en place d'un répertoire de pratiques et de techniques, la définition d'une géographie, la trajectoire de certains acteurs ou la structuration de positions et de rôles collectifs.

C'est là une direction que les recherches anciennes et récentes sur les « villes globales » et les « systèmes de villes » n'ont que peu empruntée. De Fernand Braudel à Janet Abu-Lughod, de Brian Berry à Saskia Sassen ou Peter Hall, les villes sont des centres, des foyers, des nœuds où se déploient et s'exercent les forces de l'économie globale, mais leur participation active au mouvement d'interconnexion régional et global, en tant qu'entités politiques, n'a pas retenu l'attention³. Peter J. Taylor, jusque dans son souci de fonder empiriquement l'étude des réseaux urbains globaux, a privilégié avec toute l'équipe du *Global and World Cities study group* l'analyse de l'implantation des grandes firmes de services aux entreprises. Cette armature sert à identifier les villes appartenant au réseau global du système monde actuel et à définir leur *hinterworld*⁴. Peter Karl Kresl et Earl H. Fry, dans leur tout récent ouvrage, se concentrent quant à eux sur les aspects économiques de la « réponse des villes » à l'internationalisation durant les trente dernières années⁵. Les études sur le rôle des gouvernements municipaux dans les politiques de régulation de l'environnement insistent quant à elles sur la « nouveauté » des réseaux transnationaux d'autorités locales, « apparus » dans la deuxième moitié du XX^e siècle et « vraiment » développés dans les années 1980⁶. On propose ici un point de vue sinon différent du moins complémentaire, une approche qui replace les gouvernements municipaux urbains comme des acteurs des processus d'interconnexion dans une perspective de long terme, soit depuis les dernières décennies de la fin du XIX^e siècle⁷. Leurs protagonistes visent à la fois à participer au dessin de l'ordre municipal par le travail à l'échelle mondiale et au dessin de l'ordre mondial par le travail à l'échelle municipale. Globales, les villes le sont alors par les projets, les relations, les pratiques que révèle l'observation de la toile municipale. On commencera par situer celles-ci dans des contextes, faisceaux de possibilités et de contraintes, qui donnent leur cadre de possibles à la toile et à ses participants.



On connaît la force des liens (diplomatiques, politiques, commerciaux) unissant certaines cités entre elles à l'époque

médiévale ou moderne, la Ligue Hanséatique n'en étant que l'écume⁸. Les échanges entre individus sont certains, la circulation de règles de droit, de personnel administratif ou politique, de formes réglementaires est avérée ou perceptible dans de nombreux travaux sur l'époque moderne⁹. Mais il faut souligner l'anachronisme qu'il y aurait à inscrire simplement l'histoire des connexions municipales des XIX^e et XX^e siècles dans la linéarité des relations entre communes et cités-états depuis le Moyen Âge. Ce serait oublier que, en un mouvement enclenché au XVIII^e siècle dans certains états monarchiques, approfondi au XIX^e dans le creuset des états nationaux et confirmé au XX^e siècle par les politiques des *welfare states*, les gouvernements des villes ont été soumis à un ensemble de règles, de contrôles, de hiérarchies qui ont transformé la souveraineté municipale¹⁰. La mutation dont il est question ici a transformé les villes en municipalités, organes subordonnés de gouvernement, et les a emboîtées dans la structure administrative, juridique et politique des états nationaux. Le gouvernement des villes est devenu gouvernement municipal à l'échelle planétaire, au croisement de la redéfinition de constructions institutionnelles nationales et de l'expansion impériale européenne avec la diffusion de normes institutionnelles qu'elle a entraînée¹¹. Cela ne veut pas dire que le gouvernement des villes soit devenu une pure et simple antenne où s'appliquent les décisions et les politiques des gouvernements nationaux. Bien au contraire, un certain nombre de normes, de politiques ou de pratiques ont été développées à l'échelle des gouvernements municipaux avant d'être nationalisées¹². Cela ne signifie pas non plus que la définition de ce qu'est institutionnellement et pratiquement le gouvernement municipal soit identique dans le monde entier. Il serait problématique de vouloir préciser ici les différences, ou de retracer les évolutions générales des formes du gouvernement municipal. Non pas tant parce que cela serait fastidieux, mais plutôt parce que ce débat de définition est précisément un de ceux qui fondent l'existence de la toile municipale et l'intérêt de ses protagonistes à faire vivre des flux de personnes, de mots ou de services entre les gouvernements municipaux urbains et à leur sujet. Les interactions sur la toile municipale ont eu pour conséquence et pour objet de modifier la définition pratique ou institutionnelle de ce qu'est en pratique et en droit le gouvernement municipal des villes contemporaines, notamment à travers les nombreux échanges sur les politiques municipales, l'autonomie municipale, les rapports avec les gouvernements nationaux ou le gouvernement métropolitain. Ce dernier cas illustre bien le rapport non causal qu'il y a entre la forme institutionnelle de certains des acteurs prenant part au débat sur la toile et l'impact de ces débats sur la forme institutionnelle de ses acteurs. La métropolisation des gouvernements municipaux et la question du gouvernement des grandes villes sont des sujets importants de recherche et de débat entre les chercheurs en science politique et administrative depuis les années 1910–1920. Dès lors, les recherches et les enquêtes sur le sujet, à l'image des volumes produits à Chicago¹³, se basent largement sur les expériences des villes étrangères pour proposer des changements de normes et de pratiques, ou pour défendre un statu quo. Ces thèmes ont aussi été discutés dans

les conférences et les rencontres de certaines organisations qui structurent la toile municipale : Union Internationale des Villes et Institut International des Sciences Administratives dans les années 1920–1930, assemblées et commissions d'études des organisations intergouvernementales plus tard. Ces flux d'information sont autant de ressources pour les divers acteurs de la toile (gouvernements urbains ou nationaux, experts savants ou élus locaux) dans les changements qu'ils proposent quant à la forme du gouvernement des métropoles. Parallèlement, certaines conséquences matérielles de la métropolisation (multiplication des niveaux d'administration et de gouvernement, étalement des territoires sur plusieurs municipalités) changent les caractéristiques de certains des agents qui participent à la toile municipale¹⁴. C'est là une manière d'insister sur le fait qu'on ne peut faire établir une différence ontologique entre les gouvernements municipaux comme sujets d'étude et les gouvernements municipaux (ou ceux qui sont intéressés à leur fonctionnement) comme acteurs du terrain étudiés. L'enjeu de la circulation de l'information sur la toile municipale, soit la raison de la participation des différents acteurs, est précisément la définition ou la redéfinition de ce qu'est ou de ce que devrait être le gouvernement municipal urbain et du rôle qu'y jouent ces acteurs.

D'autres grands changements, qu'on ne peut peindre ici qu'à larges traits, donnent un cadre de possibilités et de contraintes à l'existence, à l'extension et au fonctionnement de la toile municipale. Les XIX^e et XX^e siècles sont ceux de l'urbanisation statistique et culturelle des sociétés humaines, et le sentiment de partager une évolution commune sur ce plan est particulièrement fort parmi ceux qui participent aux connexions municipales, des Européens et Nord-Américains qui s'y lancent les premiers, jusqu'à ceux dont les convictions actuelles au sujet du XXI^e siècle est qu'il sera « le siècle des villes¹⁵ ». Cette perception d'un présent et d'un futur communs a été à la base de la formulation d'un sentiment de proximité et d'intérêt mutuel qui anime les participants de la toile municipale. Une telle perception est la condition de l'usage effectif des références étrangères, dont témoignent par exemple les faits et gestes d'un Seki Hajime, maire-adjoint puis maire d'Osaka dans les années 1920–1930, qui pense le fonctionnement de son gouvernement municipal avec ou contre les réalisations des villes allemandes, anglaises ou états-uniennes¹⁶. Le développement professionnel des sciences sociales, dont le fait urbain est une des arènes, permet quant à lui l'existence d'une sphère de savoir et de savoir faire sur la ville¹⁷. Là se développe une réflexion sur la manière rationnelle, scientifique et universelle de gouverner les hommes et les choses dans un contexte de spécialisation et d'application du savoir, différent de celui qui prévalait à l'ère moderne. Enfin, le concert international est bien différent. À l'époque contemporaine, les états nationaux et territoriaux constituent les cellules de base du système international. Les échanges transnationaux entre les villes et à leur sujet se font dans ce contexte, entre volonté de le subvertir et obligation de s'y insérer. À la fin du XIX^e siècle, ce système international donne par ailleurs naissance à des organisations multilatérales inédites, que la Société des Nations met en système, et qui

cherchent leur autonomie par rapport aux mécanismes des rapports entre nations. Le travail et la configuration de la toile municipale sont liés à cette histoire de l'ordre mondial.

Enfin, Il faut s'attarder sur quelques conditions matérielles des possibilités d'échanges et de relations, dont les connexions municipales sont une des déclinaisons. L'existence de langues à propension universelle, dont les fortunes s'inscrivent dans celles des empires coloniaux ou des dominations économiques et politiques, a permis la communication entre les acteurs. Les grands médiateurs européens et transatlantiques de la toile municipale mènent leur correspondance en allemand à la fin du XIX^e siècle, l'espagnol devient une langue de travail des grandes organisations de municipalités dans les années 1950, et le travail de l'organisation asiatique Citynet est mené aujourd'hui en anglais¹⁸. Cela ne dispense pas des rencontres et des congrès, des soucis liés à la traduction ni des incompréhensions et des conflits liés à la maîtrise des langues ou à leur choix comme langue de travail. Mais l'élargissement social d'un polyglottisme restreint (langue maternelle plus une ou plusieurs « langues impériales »), à la suite de la mise en place de systèmes scolaires de masse dans les pays occidentaux, facilite à partir de la fin du XIX^e siècle des circulations d'information, de services et de personnes. La multiplication des traductions d'articles et d'ouvrages, dans le contexte d'une production imprimée en extension, témoigne de la vitalité de ces échanges linguistiques. La circulation de ces imprimés est facilitée par la rapidité des moyens de transport qui acheminent le courrier par terre, par mer ou par la voie des airs. Plus généralement, l'apparition de formes électriques puis électroniques de la communication à distance (télégraphe, téléphone, télécopieur puis courrier électronique) accélère échanges et circulations. Cela est vrai pour la circulation des personnes elles-mêmes. La logistique de l'organisation des voyages devient plus simple. Là où l'ingénieur de la Ville de Lyon partait à l'aveuglette à Londres, sans autre outil que quelques lettres de recommandations récupérées à la hâte¹⁹, le voyageur du XX^e siècle prépare son voyage, ses rencontres et son itinéraire bien à l'avance²⁰. La diminution de la durée et du coût des voyages, grâce aux réseaux ferroviaires puis routiers sur les continents, et aux progrès de la navigation à vapeur sur les océans, contribue elle aussi à cet assouplissement logistique. Dès la fin du XIX^e siècle, des voyages d'études marathons sont possibles sur le continent européen, comme en témoigne le voyage effectué par une délégation lyonnaise en 1898 (17 jours, 13 villes et 6 abattoirs visités en Allemagne et en Autriche-Hongrie)²¹, le tout avec une grande rapidité de mise en œuvre²². Cette souplesse accrue se retrouve dans les voyages transatlantiques²³. Dans les années 1850, il faut deux semaines pour joindre par bateau les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne. Ce temps est diminué de moitié dès le début du XX^e siècle. En 1937, l'universitaire Rowland Egger appareille de New York le 19 mai sur le SS Manhattan, pour aller passer plusieurs mois en Europe auprès du secrétariat de l'Union Internationale des Villes (IULA, International Union of Local Authorities, dans la suite du texte). Il est à Londres dès le 25 mai. Le transport aérien était

alors déjà à portée de vue. L'année précédente, le professeur Charles Merriam de l'University of Chicago et Guy Moffett, secrétaire général du Spelman Fund of New York, étaient revenus de leur voyage municipal en Europe en empruntant la ligne aérienne ouverte depuis 1930 par la société de dirigeables Zeppelin. Le voyage se faisait en moins de quatre jours.

L'importance de ces changements des conditions des voyages transatlantiques et continentaux tient, moins au fait qu'ils en permettent la multiplication, qu'aux modifications de forme et de fond du déplacement. La baisse des coûts et des durées autorise les séjours brefs et ciblés. Les voyageurs municipaux partaient fréquemment pendant plusieurs mois à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle; ils se déplacent pour trois ou quatre semaines dans les années 1930, quelques jours dans les années 1960 et une journée ou seulement quelques heures aujourd'hui. Les grandes tournées du début du XX^e siècle les emmenaient à travers des dizaines de villes et plusieurs pays; dans les années 1960 ils visitent un lieu, un service, une réalisation, un collègue. Le voyage n'est plus seulement l'aboutissement de contacts ou de curiosités, il devient le moyen de créer des liens dans un milieu inconnu, comme en témoigne la destinée tragique du Cubain Ruy de Lugo Vina. Celui-ci trouve la mort dans un accident d'avion en 1937 alors qu'il entreprend un grand circuit latino et sud-américain pour organiser le premier Congrès interaméricain des municipalités.

C'est dans ces conditions que les connexions municipales se développent avec une grande rapidité à partir des années 1880–1890. Des systèmes circulatoires se mettent alors en place, qui vont progressivement structurer les échanges en Europe, mais aussi entre Europe et Amériques, entre Europe et empires coloniaux, et permettre la discussion et la dispute sur ce qu'est le gouvernement municipal urbain et sur son fonctionnement. L'exploration de cet univers des connexions municipales correspond à une entreprise historiographique en chantier. Par conséquent, on l'aborde ici sans prétendre clore le sujet, mais plutôt en vue de fournir un panorama localisé que d'autres pourront apprécier, déprécier, redessiner ou compléter.

De ville en ville

Tout en gardant toujours présente à l'esprit la nature polymorphe d'un certain nombre d'échanges entre les gouvernements municipaux urbains et à leur sujet, une manière commode d'aborder la toile qu'ils délimitent est de passer par les liens noués entre municipalités. Dans de nombreuses municipalités européennes, les projets de mise en place d'un réseau d'égouts, d'un règlement du personnel, d'un service d'assistance aux pauvres ou d'un abattoir passent par une enquête auprès d'autres municipalités (correspondance, voyages, visites d'expositions)²⁴. Les lieux de collecte de ces renseignements varient considérablement selon les cas, mais une cartographie réfléchie se dessine qui n'est pas un simple calque des réseaux de l'économie, de l'organisation institutionnelle ou de la hiérarchie urbaine. Les municipalités visées sont celles qui ont une expérience en la matière, une grande réputation d'action

municipale ou encore des caractéristiques urbaines proches de celles de la ville enquêtrice. Ces villes peuvent être proches ou lointaines, nationales ou étrangères, européennes ou extra-continrentales. La sollicitation de municipalités étrangères n'est pas forcément une pratique qui succéderait à une pratique de connexions nationales, comme sous l'effet d'un élargissement des perspectives lié à des communications plus faciles. La démarche d'enquête en matière de réalisations municipales, identifiable dès le XIX^e siècle et qui continue d'exister jusqu'à nos jours, semble traverser les frontières dès son origine, à cause des termes même dans lesquelles elle est formulée. Ce qui la fonde est la recherche de réponses à des problèmes définis comme étant techniques et communs, ce qui équivaut à dire que la solution peut en être universelle et la validité, dépasser les contextes locaux et nationaux.

Géographies

Ces toiles circonscrites d'échanges d'information ont leurs régularités et leurs nœuds. Ceux-ci se mettent en place à la jonction de deux géographies. D'une part, la géographie des origines et des demandes, et d'autre part, celle des horizons et des réponses. En émergent quelques aimants, nouvelles Jérusalem de la réforme municipale qui bénéficient de la réputation, de plus en plus travaillée, de « grande ville moderne ». Vouloir établir une liste de ces gouvernements municipaux à partir de cette réputation de « modèle » est un exercice suggestif. Si on s'y livre pour l'Europe du début du XX^e siècle, une telle liste ne laisse pas de côté les grandes capitales (Paris, Londres, Berlin, Vienne), bien que souvent elles n'aient pas le statut de municipalités indépendantes. Mais les plus attirants de ces nœuds de la grande toile des connexions sont des villes plus ordinaires. De grandes villes comme Glasgow, Liverpool, Düsseldorf, Francfort, Cologne ou Amsterdam, mais aussi des villes petites ou moyennes comme Gand, Ulm, Elberfeld, Suresnes, Carlisle ou Schaerbeek y ont leur place. Une telle liste, qui enregistre des réputations, est pourtant illusoire. Les attractions ne sont pas universelles, et les modèles, recherchés et utilisés ici ou là, participent d'idiosyncrasies du recueil de l'information ou de stratégies de conviction qui en disent plus sur les contraintes du lieu d'usage de la référence que sur les qualités intrinsèques de la ville proposée comme « modèle²⁵ ». De surcroît, les réputations et les attractions sont changeantes. L'éclipse de Glasgow après la Première Guerre mondiale, la réputation grandissante de la Barcelone des années olympiques à la fin du siècle dernier nous le rappellent. Les phénomènes de proximité géographique, les contingences des réseaux de transport, les communautés linguistiques, les appartenances politiques²⁶, les liens personnels ou associatifs entre élus ou entre fonctionnaires municipaux, l'action de communication des gouvernements municipaux (à travers expositions, campagnes de promotion et auto-célébration)²⁷ sont quelques-uns des cadres qui orientent les connexions dans certaines directions privilégiées. De surcroît, pour chaque enquête, pour chaque terrain de l'action des gouvernements municipaux se dessinent éventuellement des cartes différentes.

Les villes scandinaves étudiées par Marjatta Hietala sont ainsi remarquables par leur capacité à aller chercher expériences et informations là où elles sont, dans les grands et petits pays, les villes proches et lointaines, ajustant la cible selon qu'il s'agisse de recueillir des renseignements sur l'éducation technique, l'hygiène publique ou l'éclairage urbain²⁸.

Il est enfin capital de souligner que la cartographie des flux qui font vibrer la toile municipale ne suit pas exactement les géopolitiques nationales et internationales, comme en témoignent les structures de ce qu'on peut appeler l'Internationale Municipale, ce monde d'associations réunissant municipalités ou associations de municipalités, élus ou techniciens. On y lit l'investissement et le rayonnement international des individualités et associations de villes belges, suisses, néerlandaises ou polonaises, bien perceptibles au sein des associations internationales comme l'IULA²⁹; le rôle des « petits pays » dans l'associationnisme des techniciens municipaux³⁰; ou encore l'impulsion que donnent petites et moyennes municipalités dans la création d'associations nationales de municipalités³¹. Plus globalement, on peut faire l'hypothèse qu'il n'y a pas de pays aux municipalités demandeuses à opposer à des pays à municipalités pourvoyeuses³². Il y a bien sûr des lignes de force dans la géographie des connexions, des palmarès (de moins en moins informels) ou trônent certains des gouvernements municipaux « modèles » cités plus hauts : les villes allemandes ou britanniques sont bien souvent au premier rang des cités avec lesquelles les villes d'autres pays établissent des liens d'information et d'échange. Mais cette ubiquité est partiellement trompeuse, dans la mesure où les traces de ces connexions ne nous parviennent (en particulier à travers les sources imprimées) qu'au terme de véritables stratégies d'usage des références étrangères. Les informations ne sont pas recueillies, diffusées ou utilisées indifféremment : les courtiers de l'information municipale privilégient certains terroirs et en disqualifient d'autres, dès lors qu'il s'agit de développer une stratégie de conviction³³. D'autre part, les « municipalités modèles » elles-mêmes s'avèrent aussi être à la recherche des « bonnes pratiques ». Le cas de Glasgow est particulièrement exemplaire à cet égard. Alors même que la municipalité des bords de la Clyde faisait figure de « Saint Graal » pour les réformateurs municipaux du monde occidental entre 1890 et 1914, ses élus et ses *officers* continuaient d'explorer ce même monde pour y chercher des expériences propres à inspirer quelque adaptation locale³⁴.

Les temps de la toile

Ces liens techniques entre municipalités, développés depuis le XIX^e siècle, banalisés au XX^e et maintenus jusqu'à nos jours, se combinent assez tôt avec d'autres modalités. Dans un article récent sur le « nouvel internationalisme » des municipalités, le sociologue canadien William Hewitt désignait les municipalités comme un des nouveaux acteurs internationaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, par leur engagement croissant dans les échanges éducatifs, culturels, économiques et diplomatiques, et leurs exigences récentes de prendre place

dans les institutions de l'ordre mondial. L'étude des connexions municipales sur le long terme semble utile pour compléter ces perspectives. Le « local » ne surgit pas *ex abrupto* dans le « global » durant les dernières décennies. Les gouvernements municipaux ne font pas irruption sur la scène internationale avec les jumelages de l'après Seconde Guerre mondiale, ou dans les années 1970–1980 autour des actions contre le régime chilien, l'apartheid ou pour le développement, ou à la faveur de la « globalisation » des années 1980–2000³⁵.

Le cas de la diplomatie municipale est éclairant. Il existe une pratique historique de l'action diplomatique municipale, dans le contexte de rapports internationaux dominés par les relations entre les états-nations. Des travaux mettent en évidence le travail diplomatique effectué, au début du XX^e siècle, par diverses municipalités à des moments cruciaux des rapports entre grandes puissances européennes (Entente Cordiale, amitié anglo-allemande, tentatives de développement des relations entre Français, Britanniques et Allemands). Ils rappellent ainsi que, si la cartographie et la chronologie de la toile municipale ne se résument pas en un décalque des spasmes du système international, elles en jouent comme d'une possibilité et d'une contrainte³⁶. Là, comme dans les connexions mises en place entre municipalités françaises et britanniques³⁷, on constate que ce travail diplomatique est alors légitimé par l'échange technique autour des réalisations municipales. Cette base scientifique et technique, définie comme neutre et universelle, est jugée idéale pour développer une compréhension et une connaissance mutuelles qui, au regard des protagonistes, permettront de mettre en place des relations internationales pacifiées et pacifiques. Loin du cœur symbolique du pouvoir de l'État, loin des affaires qui concernent des souverainetés fortes et des intérêts antagoniques, le détour par les municipalités a donc été posé sur ce terrain de la neutralité des échanges de savoirs et de techniques. Mais les municipalités ne sont pas simplement des paravents pour une diplomatie d'État qui avancerait masquée. Ses acteurs se sentent en complément, voire en opposition à cette diplomatie étatique qu'ils considèrent antagonique par nature, alors que la diplomatie des villes serait coopérative³⁸. Antoine Vion, dans une étude des jumelages entre villes européennes, a amené de nombreux éléments sur ce point, en retraçant la démarche des inventeurs de la tradition des jumelages qui tentent de soutenir un projet de construction européenne « à la base », conçu comme complémentaire et supérieur à celui porté par les gouvernements nationaux³⁹. En analysant ce moment, au tournant des années 1940 et 1950, Vion montre aussi qu'il s'est construit sur une activité municipale antérieure, dans le secteur des échanges scolaires et de jeunesse. Il affine ainsi l'approche des jumelages⁴⁰, notamment en mettant en lumière les enjeux organisationnels, le terrain des jumelages étant occupé et disputé par plusieurs organisations aux projets assez différents. Il souligne enfin qu'il ne s'agit pas simplement d'un ensemble d'initiatives locales et contextuelles, mais d'un moment dans un tissu de relations entre municipalités, tissu qui génère des enjeux propres. Si aujourd'hui les activités culturelles sont encore au cœur des jumelages, la

montée en puissance des composantes économiques de ces accords se révèle frappante. Les jumelages actuels, entre villes européennes ou entre villes européennes et villes d'Asie ou des Amériques, sont des machines de promotion touristique, de facilitation commerciale ou de recherches de débouchés pour ces entreprises de formation que deviennent les universités du Nord. Les départements municipaux de relations internationales, qui sont monnaie courante dans les grandes et les moyennes villes européennes ou nord-américaines, gèrent les jumelages comme des éléments économiques parmi d'autres, leur composante « utopico-politique », décrite par Vion, étant souvent placée au second plan. Mais, d'après des observations faites dans des conférences récentes (*United Cities and Local Governments* 2004, *Eurocities* 2005), le « bon vieux » jumelage basé sur les échanges culturels semble trouver un regain de faveur, dans un contexte où il est réinterprété comme un outil « humain », capable de bâtir des liens entre des pays ou des civilisations en voie d'intégration ou d'antagonisme croissant. C'est redire que la toile municipale aujourd'hui peut puiser dans un répertoire de formules construites dans des phases antérieures de son existence.

Acteurs

De nombreuses connexions municipales n'impliquent pas comme tel les gouvernements municipaux urbains. Leurs élus et leurs employés ne sont pas seuls à initier ou à animer les enquêtes et les démarches qui établissent des connexions et génèrent des flux d'information ou de personnes. Avec eux, bien d'autres acteurs participent à construire les canaux par lesquels l'information peut circuler. Pour le XIX^e siècle, on pense à ces ingénieurs d'entreprises de services à réseaux, notamment ces Belges ou ces Britanniques qui essaimèrent à travers l'Europe au gré des concessions signées par les municipalités pour les tramways, l'adduction d'eau, le gaz ou l'électricité. Quelques cas célèbres constatés, comme ceux des ingénieurs William Lindley, père et fils, en Allemagne⁴¹, ou de Louis Genis entre Bruxelles, Paris et Bordeaux⁴², orientent notre attention vers des circulations fondées sur l'existence de marchés du travail régionaux, nationaux ou internationaux dans l'ingénierie, l'architecture ou même l'administration municipale. La circulation des informations municipales a aussi pu procéder de la coopération entre entreprises et municipalités, comme dans le cas des activités de la *Foreningen af Byggeinteresserede i Aarhus* (Société pour la Construction d'Aarhus, créée en 1916), qui a organisé voyages, expositions et conférences sur les règlements de construction, la politique du logement, l'architecture et un certain nombre de sujets proches. Les voyages annuels que cette association a mis sur pied dans les villes européennes, au cours des années 1950, comportaient des visites aux entreprises de construction, aux architectes et aux administrations municipales, accompagnées des habituels rituels de sociabilité (banquets, conférences)⁴³. Enfin, les entreprises qui se disputaient les marchés des services municipaux organisaient elles-mêmes la circulation de l'information, par leur présence aux congrès, aux expositions et leur correspondance

municipalités. En témoigne, dans de nombreuses archives municipales françaises, la présence des brochures des sociétés qui fournissaient clés en mains des usines d'incinération dans le monde entier au début du XX^e siècle⁴⁴.

D'autres milieux participent à l'établissement et au fonctionnement de ces connexions entre municipalités. Universitaires, journalistes et publicistes, amateurs et professionnels de la « réforme » (des médecins aux notables de la bienfaisance et de l'assistance, en passant par les coopérateurs ou les animateurs de mouvements sociaux) sont parmi les plus actifs sur ce terrain. La toile municipale prend ainsi place dans un système de contraintes et d'opportunités lié aux divers groupes, dont elle participe à travers ses acteurs. Ceux que l'on connaît le mieux aujourd'hui sont sans doute les *brokers* municipaux américains qui parcourent l'Europe, des années 1880 jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Grâce à Daniel Rodgers et à Axel Schäfer, la manière dont Richard Ely, Frederic Howe, Leo Rowe, Albert Shaw, Frank Goodnow, Benjamin Marsh, Brand Whitlock et bien d'autres construisirent et utilisèrent la référence européenne dans leurs écrits et leurs actions sur les municipalités américaines nous est devenue familière⁴⁵. Ces entrepreneurs de l'échange sont utilisés et sollicités, dans leur pays comme au dehors, pour véhiculer les éléments et les enseignements de leurs observations européennes et changer les modalités de fonctionnement des gouvernements municipaux urbains. Ils ont de nombreux émules européens avec lesquels ils sont souvent en contact⁴⁶. Ceux-ci sont, comme eux, de grands voyageurs ou de grands épistoliers et amassent une documentation encyclopédique, qu'ils publient en partie, sur le gouvernement des villes de leurs pays et des pays étrangers. Quelques-uns nous sont mieux connus. Marjatta Hietala a ainsi mis en lumière le chirurgien Albert Palmberg, d'Helsinki. Publiciste et praticien de l'hygiène publique municipale, ce pèlerin de l'Europe des congrès est un grand lecteur des publications étrangères, en contact permanent avec ses homologues européens⁴⁷. Yngve Larsson, pour sa part, occupe au cours de sa carrière des fonctions d'élu, d'employé municipal, d'ingénieur et d'enseignant, et il est une autre de ces têtes de réseau capable de faire circuler l'information en Scandinavie sur une longue période. Il illustre la longévité fréquente de ces grands entrepreneurs « ès-connexions municipales ». Larsson est encore un jeune universitaire, directeur de l'Union des villes suédoises, lorsqu'il publie en 1909 son *KommunalFörvaltningens och arbetssätt* qui explore les villes suédoises, françaises, prussiennes, autrichiennes, danoises et norvégiennes. Auteur du plan de réorganisation de l'administration municipale de la capitale suédoise, il devient successivement secrétaire, conseiller municipal puis commissaire à la circulation de Stockholm. On le retrouve toujours actif dans les années 1930, enquêtant et conférant aux États-Unis à l'invitation du Spelman Fund of New York, puis diffusant en Suède les solutions qu'il a observées (gestion du personnel municipal, organisation d'un réseau de *playgrounds*)⁴⁸. La liste est longue de ces personnalités ubiquistes. Membres des élites réformatrices comme le Britannique Thomas Horsfall⁴⁹, polygraphes

hyperactifs à la Patrick Geddes⁵⁰, fonctionnaires para-municipaux comme Riccardo Bachi⁵¹, jeunes thésards des facultés de droit françaises⁵², socialistes municipaux italiens⁵³, ce sont tous, à divers degrés, des hommes qui peuvent cerner, mobiliser, présenter et adapter, au profit de leur milieu, des éléments concernant l'activité municipale de villes étrangères ou nationales.



Il faut souligner que les différents types de connexions peuvent avoir leur propre temporalité : celle du monde savant et de ses paradigmes changeants et celles de la « diplomatie municipale » inscrite dans les mutations du contexte diplomatique international, ne sont pas forcément les mêmes. Cela dit, ces actions s'inscrivent dans une rythmique générale des connexions municipales au XX^e siècle. Bien provisoirement, on peut en faire le tableau suivant, tout en soulignant qu'il est un repère plus qu'une référence, et qu'il vaut avant tout pour l'Europe. Le tournant des XIX^e et XX^e siècles est un temps fort, une période de croissance exponentielle des connexions municipales tant nationales qu'internationales. Les rencontres, les visites, les écrits se multiplient, en autant d'occasions où les expériences municipales sont décrites, mesurées, comparées à l'aune de l'universalité proclamée de l'urbanisation et du fait municipal. Dans les années 1920-1930, la toile se structure autour de quelques foyers (associations, congrès, revues), et l'échange municipal se fait presque routinier, tout en se concentrant sur les dimensions techniques, voire scientifiques, du gouvernement municipal urbain⁵⁴. Cette routine autorise d'ailleurs, sans paradoxe, à la fois une interprétation de ce moment comme « âge d'or », telle que proposée par Patrizia Dogliani, ou comme période de « stagnation », comme le suggère Oscar Gaspari⁵⁵. L'activité intermunicipale baisse d'un ton aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, comme en une conséquence de l'institutionnalisation assez générale des *welfare states* qui ont absorbé une grande partie des compétences et des innovations municipales. La vitalité des connexions municipales se manifeste néanmoins autour du thème de la construction européenne, puis sur le terrain de la coopération avec les villes des pays issus de la décolonisation⁵⁶. Les liens entre municipalités se multiplient à nouveau à partir des années 1980. Cela est particulièrement clair en Europe : sous l'effet conjoint de modifications du jeu institutionnel européen (préparation du marché unique, de l'union monétaire, mise en place de programmes de développements régionaux, élection au suffrage universel du parlement Européen, etc.), de données internationales (dislocation du Bloc de l'Est et fin de la guerre froide; accélération de la compétition pour l'attraction des flux de capitaux, d'entreprises, d'hommes; évolution du rôle de l'État) et de transformations des structures politiques internes à certain états (décentralisation française, régionalisation dans de nombreux pays), les connexions municipales de tous types refleurissent⁵⁷. Rencontres entre maires des grandes villes (« Davos des maires », organisé à Lyon par l'institut Aspen en avril 2000, Sommet des Maires du Monde à Paris en mars de la même

année), associations et réseaux de municipalités organisés par région, taille ou thème (villes portuaires, grandes villes, capitales, métropoles moyennes avec *Eurocities* créé en 1986⁵⁸), floraison des accords économiques et culturels (en Europe et en direction des pays en développement), circulations nationales intenses autour de problématiques liées au management et à l'action économique. Les proclamations sur un « XXI^e siècle des villes », le statut ambigu des nouvelles associations où la compétition est autant sensible que la coopération⁵⁹, la logique de la « ville entrepreneuriale » marquent ce nouveau moment fort. Ce nouvel avatar des connexions municipales européennes semble lié à une « montée en puissance des villes⁶⁰ ». De là à faire l'hypothèse que les villes, aux domaines de souveraineté réduits par le gonflement des *welfare states* dans les années 1940-1970, sont « de retour » à cause de nouveaux fonctionnements de l'ordre international qui feraient la part belle aux modèles de « *competition state* » ou de « *virtual state*⁶¹ », il y a un pas qui ne sera pas franchi ici. Mais une étude plus poussée des connexions municipales dans une perspective à long terme pourrait contribuer à apporter sur ce point des éléments de réponse qui soient moins tributaires de la rhétorique des acteurs, notamment les élus des métropoles, prompts à utiliser l'histoire pour justifier leurs revendications d'importance et d'autonomie.

Tisser la toile

L'activité des « entremetteurs » municipaux déjà évoquée permet d'aborder la variété des moyens employés pour établir et soutenir les connexions municipales. Être en correspondance avec un ou des spécialistes, nouer des amitiés avec des pairs, visiter les réalisations municipales, assister à des rencontres collectives ou se plonger régulièrement dans la lecture de textes imprimés n'établit pas le même genre de relation ni la même proximité avec les acteurs et les réalisations municipales d'autres villes, dans d'autres pays. La toile municipale est faite de tous ces fils, qu'ils se tissent dans la distance de l'écrit ou dans la proximité de la visite.

Écrits : correspondances, revues

L'écrit demeure pendant longtemps le mode dominant des connexions municipales. Il faut mentionner ici les correspondances entre villes, ces questionnaires copiés, ronéotypés puis imprimés envoyés à d'autres municipalités pour solliciter leur expérience sur les terrains les plus divers⁶². Outre qu'ils aient parfois servi de base à des contacts « vivants » ultérieurs, ces questionnaires contribuent à faire circuler ces matières premières du gouvernement municipal que sont rapports, dessins, plans, règlements, souvent joints aux réponses reçues par la municipalité demandeuse. Ces correspondances abolissent les distances et permettent aux demandeurs de chercher des réponses là où ils le souhaitent. Un questionnaire que la municipalité de Bordeaux établit en 1871-1872, sur diverses questions techniques, est ainsi envoyé à Belfast, Berlin, Bruxelles, Florence, Francfort, Liverpool, Londres, Munich, Newcastle, Philadelphie, Stettin, Stockholm, Venise et Vilnius⁶³. Mais c'est

aussi, et peut-être surtout, dans la correspondance entre individus que prend place le travail de connexion et de circulation. Comme dans la République des Lettres, des correspondances régulières ou occasionnelles relient les acteurs de l'action et de la discussion municipale. Demandes de renseignements, propositions de collaborations, joutes théoriques, échanges d'hommages et d'allégeances les parsèment. Ces correspondances individuelles sont difficiles à exploiter systématiquement, d'autant qu'elles sont rarement conservées, notamment dans le monde européen. Parcourir les correspondances de certains acteurs de la réforme municipale américaine, telle celle du *scholar in politics* Charles Merriam, montre l'intensité de ce qui s'y échange. La correspondance entre Alessandro Schiavi et Edgard Milhaud, étudiée par Patrizia Dogliani, illustre cette richesse⁶⁴. Elle est particulièrement remarquable pour deux raisons. La première, c'est qu'elle est aveugle. C'est en 1951 que le résident genevois rencontre le compagnon italien avec lequel il correspond depuis 1909⁶⁵. Cette absence de connaissance directe n'a aucunement empêché un échange fort entre les deux hommes, conscients de ce qu'ils partagent tout autant que convaincus de l'intérêt mutuel à croiser leurs renseignements. Le deuxième fait remarquable de la correspondance Milhaud-Schiavi, c'est qu'elle a en grande partie pour objet la collaboration du second aux revues animées par le premier. Une grande partie de la correspondance de Milhaud, aujourd'hui éparse entre plusieurs lieux d'archives, est en fait vouée à ce travail de fourmi qui consiste à faire passer les informations et les informateurs du domaine de l'épistolaire à celui de l'imprimé.

Revue, articles de journaux, livres, brochures sont tout autant les manifestations, les supports et les causes des connexions municipales. Le cas des revues est tout particulièrement remarquable⁶⁶. Soit entièrement consacrées au thème municipal, soit lui faisant une bonne place, elles fleurissent dans l'Europe du tournant des XIX^e et XX^e siècles, tout comme de l'autre côté de l'Atlantique. Leur durée de vie, leur diffusion, la qualité et la quantité de leurs collaborateurs, la nature de leur contenu sont bien sûr très variables. Mais toutes, à des degrés divers, sont marquées par la préoccupation explicite de créer des liens, de diffuser les renseignements sur les expériences, et de donner une dimension internationale à cette organisation des flux⁶⁷. La revue italienne *Germinale*, la néerlandaise *De Gemeentestem*, la polonaise *Samorząd Miejski* sont quelques-unes des multiples publications dont l'avant garde est peut-être formée par les *American City Magazine* et *Review of Reviews* états-uniennes, le *Municipal Journal* londonien, la *Kommunale Praxis*, les *Annales de la Régie Directe* et la *Riforma Sociale*. Ces dernières sont parmi les plus connues, les plus citées, les plus lues peut-être. Mais chaque pays compte un ou plusieurs périodiques spécialisés, de nombreuses revues à audience régionale, alors même que les grandes revues politiques, réformatrices ou savantes, ainsi que la presse quotidienne se dotent souvent de chroniques et de rubriques municipales dans les premières décennies du XX^e siècle. Grâce et à travers leurs auteurs et les membres de leurs comités éditoriaux, elles

engagent ou accueillent des débats transfrontaliers, tentent de structurer le champ de l'étude du gouvernement municipal et font circuler l'information. Comme Milhaud aux *Annales* ou Harold Buttenheim à l'*American*, leurs rédacteurs en chef et fondateurs, sont, cause ou conséquence de leur fonction, au centre de réseaux très étendus qui leur permettent de solliciter contributions et collaborations lointaines.

Le lien est très étroit entre cette littérature municipale périodique (celle des revues et des journaux quotidiens) ou éphémère (brochures) et le livre entendu comme événement éditorial unique. De nombreuses séries d'articles qui documentent les activités des gouvernements municipaux urbains sont transformées en livres, alors que les comptes rendus d'ouvrages sont une activité capitale des revues à thème municipal et que les livres à thème municipal circulent très vite. La discussion est en effet résolument transnationale. Le cas le plus connu aujourd'hui est sans doute celui des régies municipales, depuis les années 1880 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale⁶⁸. Les principaux textes du débat sont traduits en plusieurs langues, tout particulièrement *On municipal and national trading* de Lord Avebury. Les traducteurs sont la plupart du temps des individus qui participent au débat dans leur propre espace national, et les positions prises dans les discussions locales ou nationales se basent toujours sur des références étrangères. Les diverses publications se répondent ainsi au-delà des frontières ou des océans et forment le langage commun de ceux qui s'accordent ou se disputent autour des thèmes liés à l'activité municipale.

Voyages

Nombre de ces ouvrages et articles cités et utilisés à travers les divers pays occidentaux tirent leur origine d'un voyage ou d'un séjour d'enquête. Les exemples les plus connus en sont les récits des voyageurs municipaux américains, d'abord publiés dans la presse quotidienne puis repris en volumes⁶⁹. Le séjour dans des villes étrangères, par les expériences directes qu'il suppose, les contacts qu'il établit, les récits qu'il autorise, est un élément essentiel de l'alchimie des connexions municipales. Ses modalités sont diverses. Pour nombre d'universitaires ou d'élus, un séjour d'étude dans une université étrangère fonde leur regard sur le fonctionnement des municipalités étrangères puis, en retour, sur les municipalités de leur propre pays. Robert Hertz, introducteur en France des textes des *Fabians* britanniques, pivot du Groupe d'Études socialistes à Paris, a étudié en Grande-Bretagne; les Français Edgard Milhaud et Albert Thomas, en Allemagne, tout comme l'Américain Charles Merriam ou le Japonais Seki Hajime⁷⁰. L'exil politique ou conjoncturel a lui aussi contribué à fonder liens et échanges, comme pour l'Italien Enrico Ferri en Belgique, ou pour de nombreux belges dans la France de la Première Guerre mondiale⁷¹. Le voyage initiatique et fondateur, tel celui du Français Henri Sellier en Allemagne à l'âge de 18 ans, n'est pas rare dans les trajectoires de socialisation et d'acculturation des entrepreneurs en connexions. Les curiosités et les liens créés par ces séjours de longue durée créent des relations personnelles durables qui se transforment en canaux où circulent textes, idées, sta-

tistiques et autres aspects moins matériels (reconnaissance, estime, soutien)⁷².

Souvent plus brefs, les voyages d'études n'en sont pas moins importants. Certains sont de véritables courses, tel le voyage lyonnais aux abattoirs allemands évoqué plus haut. D'autres tiennent plus de la navigation au long cours, comme ces tournées de plusieurs mois présentées par Marjatta Hietala. Au retour de tous ces voyages, outre le rapport présenté au Conseil municipal et souvent publié sous forme de brochure, et la production d'un projet municipal nourri par les observations faites lors du voyage, il est commun de voir les membres des délégations multiplier les conférences devant des associations civiques, des groupes politiques ou des syndicats⁷³. En dehors de ces modalités déjà bien en place au XIX^e siècle, la première moitié du XX^e siècle voit apparaître une nouvelle formule. À l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, de nombreux congrès et expositions spécialisés, portant entre autres sur l'hygiène, la technique sanitaire, l'urbanisme, la médecine et l'éducation, attirent les voyageurs municipaux depuis les années 1880⁷⁴. L'objet municipal prend place dans ce contexte avec l'apparition d'expositions et de congrès entièrement consacrés aux activités des gouvernements municipaux urbains. La *Städteausstellung* de Dresde en 1903, où 28 villes allemandes exposent leurs réalisations, est la référence en la matière. Les expositions se succèdent par la suite à un rythme effréné jusqu'en 1914, moins fréquemment par la suite⁷⁵. Élus, universitaires, employés municipaux se trouvent successivement ou simultanément organisateurs, visiteurs, conférenciers ou exposants, et c'est en provenance de villes du monde entier qu'ils parcourent l'Europe de part en part, de Séville à Berlin, de Gand à Prague. La multiplication de ces rencontres, ainsi que l'organisation progressive de ce milieu international, donne à ces rencontres une fonction croissante de sociabilité et finit par faire naître un milieu aux figures, thèmes, concepts et disputes récurrents⁷⁶. Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, le congrès ou la conférence, originellement sous-produits de l'exposition, prirent en effet le pas sur celle-ci et devinrent le pivot de l'activité d'associations spécialisées, en un mouvement d'institutionnalisation des connexions municipales qui participe de « l'internationalisme organisateur » du début du siècle⁷⁷. Congrès, exposition et association ont d'ailleurs partie liée dès le début dans les manifestations ayant pour sujet le gouvernement municipal. C'est à Dresde en 1903 qu'est fondé le *Deutsche Städtetag*, qui rassemble les organisations régionales des municipalités allemandes; c'est lors du Premier Congrès International et Exposition Comparée des Villes à Gand en 1913, que se met en place l'Union Internationale des Villes. La toile municipale, si elle continue de fonctionner par le truchement des relations plus ou moins informelles qui relient des municipalités, des élus, des techniciens ou des savants, est de plus en plus le terrain d'action d'organisations structurées et pérennes.

Organisations

Cette institutionnalisation de la toile est un fait important de son histoire, tant dans le cadre des états nationaux qu'à l'échelle

internationale. On ne peut pas résumer ce processus par l'idée simple que les associations nationales (d'élus, de municipalités, de techniciens) se formeraient d'abord, éventuellement sur la base d'organisations régionales, puis se réuniraient en une ou plusieurs associations internationales, le tout suivant l'implacable logique de l'emboîtement géographique pyramidal ou celle de l'homologie des positions et des enjeux entre champs nationaux et champ transnational. La chronologie souligne, de manière rudimentaire, ce problème. L'Union des Villes Belges est créée en 1913 en même temps que l'Union Internationale des Villes, et celle-ci va faire éclore nombre de sections nationales dans des pays où les municipalités n'étaient pas ou peu organisées. Le Conseil des Communes et Régions d'Europe opère sur le même modèle dans les années 1950. Ces interactions entre le national et le local ne se réduisent d'ailleurs pas à l'expansion ordonnée des associations internationales. Les connexions internationales jouent dans la mise en place des associations nationales : en Italie, les discussions autour de la création de l'*Associazione Nazionale dei comuni italiani* en 1901 se définissent en partie en référence aux expériences anglaises d'organisation, et l'*Unione Statistica delle città italiane* est une émulation explicite des réalisations allemandes⁷⁸. Les différents niveaux en cause ont des logiques propres, et les interactions entre eux sont d'un autre ordre que celui de la progression linéaire. Un espace spécialisé se met en place, avec des logiques spécifiques.

L'Internationale Municipale

Pour saisir le cadre dans lequel évolue l'activité des grandes associations internationales municipales, il est essentiel de tenir présent à l'esprit le fait que les connexions municipales internationales participent au champ des relations internationales. Si le postulat implicite est ici qu'elles contribuent aussi à formuler ces relations entre états, et qu'elles n'en suivent pas toutes les inflexions, il n'est aucunement question d'oublier la manière dont les relations interétatiques contraignent les relations intermunicipales. Les chronologies et les pratiques en sont marquées, comme on s'en rend compte si l'on pense à l'adhésion du *Deutsche Städtetag* à l'IULA quatre jours après l'adhésion allemande à la Société des Nations. D'autre part, si la sphère internationale a son autonomie, la manière dont sont structurées nationalement les organisations d'élus ou de municipalités va orienter certaines de leurs actions à l'échelle internationale. Ainsi, le *Deutsche Städtetag*, dominé par les *Bürgermeister* libéraux et soumis aux directives du ministère des Affaires étrangères du Reich, ne participe pas en tant que tel à la conférence fondatrice de l'Union des Villes, à cause du rôle qu'y jouent les socialistes belges et du contrôle strict exercé par le gouvernement allemand sur les activités internationales de la société civile allemande⁷⁹. Enfin, et de manière évidente, l'échelle internationale ne dénoue pas par magie les relations de domination et de dépendance qui peuvent exister entre états et municipalités, comme lorsque le gouvernement néerlandais établit clairement les limites de la discussion des années 1950 sur la mise en place d'un Institut de crédit

communal européen, en promettant de mettre en cause l'existence de l'association des communes néerlandaises si une telle initiative venait à être approuvée⁸⁰. Cela dit, les divers groupements actifs à l'échelle internationale travaillent à subvertir ces systèmes de liens et de contraintes en portant la cause de l'autonomie du gouvernement municipal. Il s'agit donc autant de faire avec que de faire contre.

Le paysage organisationnel international est relativement simple, en opposition à la fragmentation qui marque l'associationnisme national. Le terrain municipal apparaît certes dans les préoccupations de plusieurs groupements internationaux, l'Institut International des Sciences Administratives, l'International Federation for Housing and Town Planning, le Comité Permanent des Congrès Internationaux de l'Habitation, la *Kommunale Vereinigung für Wohnungswesen*, les Congrès Internationaux de l'Art Public⁸¹, l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens Municipaux⁸² ou l'Association Internationale des Congrès de la Route. Mais, pendant longtemps, il n'y a qu'une seule association internationale de gouvernements municipaux urbains, l'Union Internationale des Villes/ IULA fondée à Gand en 1913. Les tentatives précédentes, liées à l'Internationale Socialiste ou imaginées dans d'autres milieux, de même que quelques « concurrences » plus ou moins solides attestent de la difficulté à créer et à maintenir une telle association⁸³. On ne reviendra pas ici en détail sur l'histoire spécifique de l'IULA, celle de ses congrès, de son organisation et des divers enjeux dont elle est l'objet⁸⁴, si ce n'est pour souligner deux éléments. D'une part, l'élargissement continu, mais non linéaire, de son audience et de son rayon d'action. Centrée sur l'Europe continentale occidentale dans ses débuts, l'IULA élargit son audience vers l'Europe orientale, les Amériques et certaines parties des empires coloniaux européens au cours des années 1920–1930. Les années 1950–1960, où s'affirment certaines options prises aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, sont marquées par l'importance croissante des thèmes et des participants liés aux espaces asiatiques et africains. D'autre part, la longue histoire de l'IULA témoigne de la tension continue entre un pôle « utopico-politique » et un pôle « technico-administratif », incarnés au sein de l'Union par des acteurs individuels et collectifs, inscrits dans des thèmes de travail et des manières de faire et de dire. Ces pôles sont aussi incorporés dans des rôles, des conduites individuelles et collectives générées par des appartenances politiques, théoriques ou nationales, ce qui explique que la tension se maintient et ne se résout pas par la disparition de l'un des deux pôles⁸⁵. Cette tension évolue de la manière suivante : la primauté du premier pôle jusqu'au milieu des années 1930, une situation qui fait la part belle aux valeurs; celle du second, entre le milieu des années 1930 et le milieu des années 1980; puis un retour en force des valeurs politico-utopiques dont témoignent les thèmes des derniers congrès, où les mots « diversité », « communauté », « démocratie », « paix » reviennent en force. Cette évolution interne se fait dans l'interaction, avec tout un système d'acteurs transnationaux.

Depuis le début du XX^e siècle, l'IULA fait partie du système des associations internationales et se trouve en relation de coopération ou de conflit avec les associations citées plus haut, qui incluent le terrain municipal dans leur activité. Ces associations partagent à la fois leurs thèmes, leurs leaders, leurs membres et leur public, et cette proximité se traduit par une concurrence forte, en particulier dans les années 1920–1930 où l'IULA recherche une hégémonie sur l'urbain et se définit une vocation à fédérer l'activité d'associations plus spécialisées⁸⁶. Cette atmosphère de rivalité s'accroît avec la création d'autres associations municipales dans l'Europe des années 1940–1950. Le Conseil des Communes et régions d'Europe, l'Union Internationale des Maires (franco-allemande), le Monde Bilingue, la Fédération Mondiale des Villes Jumelées et l'IULA ne cohabitèrent pas dans la plus parfaite harmonie. Cela fut patent tant sur le terrain européen que sur la scène globale, en particulier pour les deux dernières organisations. La lutte pour la détention du pouvoir de représentation des municipalités, le climat de guerre froide et les tensions politiques en firent des ennemies intimes pendant de longues années, durant lesquelles il y eut une véritable division du mouvement municipal européen et mondial. La « guerre des jumelages », évoquée par Antoine Vion, en fut un des terrains privilégiés, mais on retrouve les traces de ces affrontements à l'intérieur des espaces nationaux, dans le rapport aux institutions européennes, ou dans les tentatives de monopoliser la représentation des gouvernements municipaux auprès de l'ONU ou de l'UNESCO. Officialisée lors du Congrès de Paris en mai 2004, la fusion entre la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, l'IULA et Métropolis pour créer *United Cities & Local Governments*, a été la dernière d'une série qui a pacifié ce milieu des associations municipales depuis 1985. Mais on peut d'ores et déjà se demander comment l'accent croissant mis sur la circulation des expériences par certaines des organisations nées dans les années 1980, en particulier *Eurocities*, va jouer sur les relations entre les composantes du système des associations internationales. De nouvelles concurrences sont sensibles entre *United Cities* et les nombreux réseaux thématiques de villes, et l'ouverture d'un nouvel espace de représentation et de négociation auprès des Organismes intergouvernementaux pourrait enclencher une nouvelle bataille entre diverses instances qui prétendent représenter les villes et les pouvoirs locaux⁸⁷.

En effet, les diverses associations évoquées dans le paragraphe précédent ont été et sont insérées dans un système international complexe, aux côtés des organisations intergouvernementales régionales et mondiales. Sans entrer ici dans le détail⁸⁸, il est important de revenir brièvement sur la longue durée de ces rapports. L'IULA, comme bien d'autres associations internationales, a eu avec les organisations nées du Traité de Versailles (Bureau International du Travail et Société des Nations) une relation difficile, marquée par la différence des principes d'action et de perception entre des associations, fussent-elles de gouvernements municipaux urbains, et une organisation d'états. Un changement majeur se produit aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, lorsque

l'IULA et bien d'autres associations internationales, labellisées Organisations non gouvernementales, sont associées à l'activité des Nations Unies, de l'UNESCO, de la Banque mondiale et des autres agences du nouvel ordre mondial. Ce changement est fortement lié à l'action exercée par le cousin américain sous ses différents avatars⁸⁹. La présence états-unienne parcourt d'ailleurs l'histoire des connexions municipales au XX^e siècle, des visiteurs de la réforme municipale américaine à Glasgow, jusqu'aux activités diplomatiques du Département d'État, en passant par les programmes des grandes fondations philanthropiques américaines et la manière dont les expériences municipales américaines sont utilisées en Europe. L'histoire des associations internationales de municipalités, l'économie des échanges savants autour du thème municipal, l'usage des références étrangères dans le débat municipal, la circulation des savoirs et des techniques doivent être considérés à l'échelle transatlantique et dans la longue durée, dès lors que l'on aborde le XX^e siècle.

Conclusion

Cette histoire de la toile municipale s'inscrit dans l'économie générale des différents discours de l'universel qui coexistent dans le monde contemporain. Les imbrications sont nombreuses entre les connexions municipales, leurs principes, leurs acteurs, leurs structures et un certain nombre de projets sociaux et politiques à vocation universaliste, notamment ceux de « l'utopie planétaire », récemment scrutés par Armand Mattelart⁹⁰. Bien souvent, on retrouve ceux qui participent à la toile municipale dans d'autres espaces transnationaux voués à la défense de causes ou de principes d'organisation sociale ou politique : socialisme, pacifisme, libéralisme démocratique. Mais la toile municipale a son propre enjeu d'universel que partagent les protagonistes qui s'y retrouvent. Il s'agit, au moyen des congrès, des publications, des voyages, du travail des associations, des rapports de savants, des discours d'élus ou des projets de techniciens, de définir une forme de gouvernement municipal à vocation universelle et un ensemble de « bonnes pratiques », solutions techniques, administratives ou politiques valides à travers l'espace. Réinscrire cette « fabrique de l'universel » dans le temps long de sa formulation, des débats autour de sa définition, des positions et des ressources de ses protagonistes, est un des enjeux des recherches en cours sur les circulations de savoirs, de services, d'idées ou de personnes. Celles-ci sont en voie de développement, notamment par le biais de recherches locales ou nationales attentives à l'insertion dans les flux transnationaux⁹¹. Pour cela, une attention plus poussée doit être prêtée aux fonctionnements de la toile municipale dans des périodes ou des espaces encore peu familiers des chercheurs qui s'intéressent à ces questions. Les circulations impériales⁹², l'insertion dans la toile municipale des acteurs des pays qui accèdent à l'indépendance dans les années 1950–1960, le développement des liens entre gouvernements municipaux du bloc occidental et du bloc soviétique, les pratiques de coopération-développement entre villes du Nord et du Sud à partir des années 1960 méritent une inves-

tigation soutenue, de même que les toiles régionales créées en Asie ou au Moyen-Orient dans les années 1980. Mais, de même que les études sur d'autres types de configurations transnationales ont montré l'intérêt à tenir ensemble des périodes historiques éloignées, ces explorations doivent se faire en reliant la spécificité des contextes chronologiques, institutionnels ou culturels, avec les répertoires de pratiques techniques et organisationnelles constitués depuis la fin du XIX^e siècle⁹³.

Cela est d'autant plus vital que divers indices suggèrent l'utilité de tenir ensemble l'étude des connexions municipales passées et présentes. Soit une suite d'événements intermunicipaux récents : le fait qu'au sommet Habitat II d'Istanbul de 1996, les municipalités aient été invitées à siéger aux côtés des états; le recours de plus en plus fréquent que les organisations intergouvernementales font aux pouvoirs locaux et à leurs associations; la refonte du mouvement associatif municipal international au printemps 2004 et son effort pour traiter directement avec les grands bailleurs de fonds internationaux; les programmes et les actions de certaines municipalités et associations de municipalités européennes autour des thèmes de l'environnement, de la société de l'information ou du rapport Nord-Sud⁹⁴. Plus que de marquer un tournant, ils s'inscrivent dans une longue durée historique où le municipal, loin d'être un théâtre « local » sur lequel les contraintes du « global » viennent s'exercer, en est constitutif. La relation des deux termes ne se résume pas en une causalité successive (le global change le local) ou paradoxale (la globalisation s'accompagne de la fragmentation et de la résurgence du local). Il s'agirait plutôt de trajectoires (d'individus, de groupes, de mots, de concepts) ou de formations (événements, institutions, etc.) transnationales, qui traversent des scènes sociales que nous qualifions par commodité de locales, nationales ou internationales, et s'y déploient simultanément ou successivement. L'étude de la toile municipale, en ses commencements, permet ainsi de contribuer au travail sur la compréhension historique des interconnexions qui mettent en résonance les divers pays et régions du globe à l'époque contemporaine et, par là même, de travailler à historiciser cette « globalisation » qui est devenue un lieu commun de nos travaux en sciences humaines et sociales. Par la ville, une fois encore, peut ainsi se comprendre le parcours de nos sociétés contemporaines.

Notes

1. Sur ces aspects, voir Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « De la comparaison à l'histoire croisée », *Le Genre Humain* 15 (avril 2004) : 15–52; Pierre-Yves Saunier, « E Pericoloso Sporgersi? Attrazioni e Limiti dell'Approccio Transnazionale », *Contemporanea* 7, 1 (janvier 2004) : 114–22; et « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses* 57 (décembre 2004) : 110–26; et « Going transnational ? News from down under », *geschichte.transnational*, 13 janvier 2006, <http://geschichte-transnational.clio-online.net/forum/type=artikel&id=680>.
2. Je pense notamment aux *social movements* de Tarrow, aux *transnational advocacy networks* de Keck et Sikkink, à la *global civil society* de Rosenau et autres *policy networks*, *transnational governance networks* et *epistemic communities*.

La toile municipale aux XIX^e–XX^e siècles

3. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, Économie et capitalisme XV^e–XVIII^e siècles*, vol. 3, *Le temps du monde* (Paris, Armand Colin, 1980); Janet L. Abu-Lughod, *New York, Chicago, Los Angeles : America's Global Cities* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999); Brian Berry, « Cities as Systems within Systems of Cities », *Regional Science Association. Papers and Proceedings* 13 (1964) : 147–63; Saskia Sassen, *The Global City : New York, London, Tokyo* (Princeton, Princeton University Press, 1991); Peter Hall, *The World Cities* (Londres, Weidenfeld and Nicolson, éd. or. 1966).
4. Peter J. Taylor, *World City Network. A Global Urban Analysis* (Londres, Routledge, 2004). Les travaux du groupe GaWC sont accessibles en ligne à l'adresse www.lboro.ac.uk/gawc/.
5. Peter Kark Kresl et Earl H. Fry, *The Urban Response to Internationalization*, (Cheltenham, Edward Elgar, 2005).
6. Richard Gilbert et al., *Making Cities Work : The Role of Local Authorities in the Urban Environment* (Londres, Earthscan, 1996), 92; voir aussi les travaux de Harriet Bulkeley et Michele Betsill, à commencer par leur *Cities and Climate Change : Urban Sustainability and Global Environmental Governance* (Londres, Routledge, 2003).
7. On rejoint par là certaines des propositions de Patrick Le Galès, *Le retour des villes européennes* (Paris, Presse de la Fondation des Sciences Politiques, 2003).
8. Voir à ce sujet Wolfgang E.J Weber, « Herrschafts und Verwaltungswissen in Oberdeutschen Reichsstädten der Frühen Neuzeit », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte* 15 (2003) : 1–28.
9. Philippe Guignet, *Le pouvoir dans la ville au XVIII^e siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge* (Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990); Catherine Denys, *Police et sécurité au XVIII^e siècle dans les villes de la frontière franco-belge* (Paris, L'Harmattan, 2002). Il y a plus de 70 ans, Paul Bonenfant avait déjà esquissé la richesse et l'impact des enquêtes et des visites dans le domaine de l'assistance (Paul Bonenfant, « Le problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime » [thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, 1934], dans Guignet).
10. Voir les travaux de Fabio Rugge sur le régime juridique des villes allemandes et italiennes, à commencer par *Il Governo delle città prussiane tra '800 e '900* (Milan, Giuffrè, 1989).
11. Un exemple de ce processus dans Nora Lafi, « From Europe to Tripoli in Barbary, via Istanbul : Municipal Reforms in an Outpost of the Ottoman Empire around 1870 », dans *Urbanism. Imported or Exported? Native Aspirations and Foreign Plans*, Joe Nasr et Mercedès Volait, dir. (Chichester, Wiley, 2003), 187–206.
12. Un exemple parmi d'autres avec Bénédicte Zimmermann, *La constitution du chômage en Allemagne. Entre professions et territoires* (Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001). On suggère d'ailleurs ici implicitement qu'un grand nombre de ces innovations ont découlé des interactions ayant lieu sur la toile municipale.
13. Charles Merriam, Spencer Parratt et Albert Lepawski, *The Government of the Metropolitan Region of Chicago* (Chicago, University of Chicago Press, 1933).
14. Cela est net aujourd'hui dans des conflits de compétence entre municipalités et gouvernements métropolitains, sur le contrôle des outils des relations internationales urbaines (coopération décentralisée, jumelages), qui se traduisent par des ajustements au sein même des services en charge de ces outils.
15. Sur la perception de ce paysage commun comme précondition aux circulations, Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age* (Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1998), 33.
16. Jeffrey Hanes, *Seki Hajime and the Reinvention of Modern Osaka* (Berkeley, University of California Press, 2002).
17. Bernard Lepetit et Christian Topalov, dir., *La ville des sciences sociales* (Paris, Belin, 2001); Michael Frisch, « Urban Theorists, Urban Reform and American Political Culture in the Progressive Period », *Political Science Quarterly* 97, n° 2 (1982) : 295–315; Thomas Bender, « Intellectual, Cities and Citizenship in the United States : The 1890s and 1990s », *Citizenship Studies* 3, n° 2 (1999) : 203–20.
18. Citynet (The Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements) a été créé en 1987 et est basé à Yokohama (Japon).
19. Pierre-Yves Saunier, « Changing the City : Urban International Information and the Lyon Municipality, 1900–1940 », *Planning Perspectives* 14, n° 1 (1999) : 19–48.
20. Pierre-Yves Saunier, « Les voyages municipaux américains en Europe 1900–1940. Une piste d'histoire transnationale », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte* 15 (2003) : 267–88.
21. Saunier, « Changing », 21–22.
22. Il en va ainsi du voyage que font 16 techniciens, élus et experts lyonnais en Angleterre afin d'étudier les réseaux d'égouts. Le conseil approuve le voyage d'études le 23 décembre 1918, et la délégation quitte Lyon le 2 janvier. Elle arrive dans les villes visitées avant les lettres qui annoncent sa venue.
23. Pour une mise en place, voir Christopher Endy, « Travel and World Power : Americans in Europe 1890–1917 », *Diplomatic History* 22, n° 4 : 565–94, et *Cold War Holidays : American Tourism in France* (Chapel Hill, North Carolina University Press, 2004).
24. Les éléments qui suivent sont extraits de William B. Cohen, *Urban Government and the Rise of the French City. Five Municipalities in the 19th Century* (New York, Saint Martin's Press, 1998); Marjatta Hietala, *Services and Urbanization at the Turn of the Century. The Diffusion of Innovations* (Helsinki, SHS, 1987); et « Transfer of German and Scandinavian Administrative Knowledge : Examples from Helsinki and the Association of Finnish Cities », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte* 15 (2003) : 109–30; Anthony Sutcliffe, *Towards the Planned City. Germany, Britain, the United States and France 1780–1914* (Londres, Basil Blackwell), 1981; Saunier, « Changing ».
25. À Kansas City au début du XX^e siècle, Düsseldorf est présentée au public par les réformateurs municipaux locaux comme étant la ville la mieux administrée du monde. Au même moment, à Chicago, c'est Francfort qui a cet honneur. Peu après, dans le contexte anti-allemand de l'après 1915, les références allemandes disparaissent des argumentaires des réformateurs municipaux états-uniens.
26. Un exemple avec Elena Gogato-Lanza, « Urbanisme et action administrative en Suisse 1897–1946. Nomadisme des experts et processus de spécialisation », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte* 15 (2003) : 173–98.
27. Stephen V. Ward, *Selling Places : The Marketing and Promotion of Towns and Cities, 1850–2000* (Londres, E & FN Spon, 1998).
28. Voir plus spécialement son analyse des connexions de la municipalité d'Helsinki dans Marjatta Hietala, « La diffusion des innovations : Helsinki 1875–1917 », *Genèses* 10, (janvier 1993) : 74–89, et notamment le tableau de la page 85.
29. Renaud Payre et Pierre-Yves Saunier, « L'Internationale Municipalista : L'Union Internationale des Villes fra 1913 e 1940 », *Amministrare* 30, n° 1/2 (janvier–août 2000) : 217–42; Hanna Kozinska-Witt « Związek Miast Polskich 1918–1939. Zarys problematyki planowanej monografii », *Prace Komisji Srodkowoeuropejskiej* 10 (2002) : 91–111; Fabio Zucca, *Autonomie Locali e Federazione Sovranazionale. La Battaglia del Conseil des Communes et Régions d'Europe per l'Unità Europea* (Bologne, Il Mulino, 2001); Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari, dir., *L'Europa dei Comuni. Origini e Sviluppo del Movimento Comunale Europeo dalla Fine dell'Ottocento all'Unione Europea* (Rome, Donzelli, 2003), offre un panorama des mouvements associatifs de municipalités dans divers pays européens.
30. Viviane Claude, « Sanitary Engineering as a Path to Town Planning : The Singular Role of the Association générale des techniciens et hygiénistes municipaux in France and the French-speaking Countries, 1900–1920 »,

- Planning Perspectives* 4, n° 3 (1989) : 153–66; « Technique sanitaire et réforme urbaine : l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux 1905–1920 », dans Christian Topalov, dir., *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914* (Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1999), 269–98. On retrouve ici cette « spécialisation nationale dans l'international » de certains « petits » pays, mise en lumière par les historiens des sciences (voir Elisabeth Crawford, *La fondation des prix Nobel scientifiques 1901–1915* (Paris, Belin, 1988) et les travaux d'Anne Rasmussen).
31. Voir en particulier Oscar Gaspari, *L'Italia dei Municipi. Il Movimento Comunale in Età Liberale (1879–1906)* (Milan, Franco Angeli, 1998).
 32. On se situerait alors dans une économie des échanges assez différente de celle qui, selon Yves Mény, règne en matière de « mimétisme institutionnel » entre les États. « La greffe et le rejet. Les politiques du mimétisme institutionnel », dans *La greffe et le rejet. Les politiques du mimétisme institutionnel*, Yves Mény, dir. (Paris, L'Harmattan, 1993), 4–23.
 33. Sur ce point, voir Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings*, et ses notations sur la manière dont la référence allemande est utilisée par les *brokers* américains de la réforme; et Ariane Landuyt « Il Modello Rimosso. Pragmatismo, Etica, Solidarietà e Principio Federativo nelle Interrelazioni tra Socialismo Belga e Socialismo Italiano », *Alessandro Schiavi. Indagine Sociale, Culture Politiche e Tradizione Socialista nel primo '900* Maurizio Ridolfi, dir. (Cesena, Società Editrice Il Ponte Vecchio, 1994), pour le reflux des riches échanges avec la Belgique dans l'histoire du socialisme italien, notamment autour du thème municipal.
 34. Irene Maver, « A (North) British End-view : The Comparative Experience of Municipal Employees and Services in Glasgow, 1800–1950 », dans *Municipal Services and Employees in the Modern City : New Historic Approaches*, Michèle Dagenais, Irene Maver and Pierre-Yves Saunier, dir. (Aldershot, Ashgate, 2003), 177–200. Le rayonnement glaswegien en matière municipale était particulièrement fort de l'autre côté de l'Atlantique. Voir Bernard Aspinwall, *Portable Utopia : Glasgow and the United States 1820–1920* (Aberdeen, Aberdeen University Press, 1984), 151–84.
 35. William E. Hewitt, « Municipalities and the "New" Internationalism. Cautionary Notes from Canada », *Cities* 16, n° 6 (1999) : 435–44. Voir aussi Heidi Hobbs, *City Hall Goes Abroad. The Foreign Policy of Local Authorities* (Thousand Oaks/Londres/New Delhi, Sage Publications, 1994); Michael Shuman, *Towards a Global Village. International Community Development Initiatives* (Boulder, Pluto Press, 1994); Earl Fry, Lee H. Radebaugh, Panayotis Soldatos, dir., *The New International Cities Era : The Global Activities of North-American Municipal Governments* (Provo, David M. Kennedy Center for International Studies, 1989). Patrick Le Galès, dans *Le retour*, témoigne d'une attention plus forte à la dimension historique.
 36. Outre les travaux d'Aspinwall et de Hietala, on consultera les travaux allemands que cite cette dernière : Gerald Deckart, « Deutsch-Englische Verständigung. Eine Darstellung der Nicht Offiziellen Bemühungen um eine Wiederannäherung der Beiden Länder Zwischen 1905 und 1914 » (thèse de doctorat, Université de Munich, 1967); Günter Hollenberg, « Englisch-Interesse am Kaiserreich. Die Attraktivität Preussen-Deutschland für Konservative und Liberale Kreise in Grossbritannien 1860–1914 » (thèse de doctorat, Université de Munich, 1971).
 37. Saunier, « Changing », 24–28.
 38. Proposé au début du XX^e siècle, souligné dans les années 1950, ce raisonnement est aujourd'hui la fondation des discours sur le rôle des municipalités dans la résolution des conflits, dans les organisations comme *United Cities, Eurocities* ou *Mayors for Peace*.
 39. Antoine Vion, « Europe from the Bottom Up : Town Twinning in France during the Cold War », *Contemporary European History* 11, n° 4 (2002) : 623–40.
 40. L'article de Wilbur Zelinsky, « The Twinning of the World : Sister Cities in Geographic and Historical Perspective », *Annals of the Institute of American Geographers* 81, n° 1 (1991) : 1–31, est toujours la référence synthétique en matière de jumelage. John E. Juergensmeyer, *The President, the Foundations and the People to People Program, Inter-University Case Program #84* (New York, ICP/Bobbs Merrill Company College Division, 1965), illustre bien la part de « grande politique » des jumelages en étudiant le rapport complexe qui se noue dans le contexte de la guerre froide entre le gouvernement fédéral, les gouvernements municipaux et les associations municipales américaines autour de l'établissement de liens de jumelage.
 41. Brian Ladd, *Urban Order and City Planning in Germany 1860–1914* (Cambridge, Harvard University Press, 1990), 50, 106.
 42. Cohen, *Urban Government*, 170.
 43. Communication de Lorna C. Goldsmith, University of Northumbria, sur sa recherche en cours.
 44. Cette présence constatée à Lyon a été confirmée dans d'autres lieux par Stéphane Frioux qui consacre son travail de doctorat aux circulations entre villes françaises.
 45. Rodgers, *Atlantic Crossings*, chap. 4 et 5; Axel R. Schäfer, *American Progressives and German Social Reform, 1875–1920* (Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2000), chap. 2 et 3. Voir aussi Saunier, « Les voyages municipaux ».
 46. Les grands ouvrages américains sur le gouvernement des villes européennes sont très utiles aux Européens. Parce qu'ils apportent la caution extérieure d'un regard de provenance du Nouveau Monde, parce qu'ils embrassent volontiers toute l'Europe, parce qu'ils émanent d'un espace situé en dehors du jeu des rivalités nationales, les recueils d'Albert Shaw ou de Frederic Howe sont très commentés et très prisés. Voir par exemple leur destin italien dans Federico Lucarini, *Scienze Comunali e Pratiche di Governo in Italia (1890–1915)* (Milan, Giuffrè, 2003).
 47. Hietala, *Services*, 391–93. L'auteur complète le panorama des *brokers* finlandais dans « Transfer » 119–23.
 48. Voir Pierre-Yves Saunier, « Selling the Idea of Cooperation. The US Foundations and the European Components of the Urban Internationale (1920s–1960s) », dans Giuliana Gemelli, dir., *American Foundations and the Transfer of Knowledge* (Bologne, Clueb, 2001).
 49. Michael Harrison, « Thomas Coglan Horsfall and the Example of Germany », *Planning Perspectives* 6 (1991) : 297–314.
 50. Helen Meller, *Patrick Geddes : Social Evolutionist and City Planner* (Londres, Routledge, 1990).
 51. Cristina Accornero, « Scienze Sociali e Città Industriale. Alle Origine della Sociologia Urbana », dans *Una rivista all'avanguardia. La Riforma Sociale 1894–1935* Corrado Malandrino, dir. (Firenze, Leo S. Olschki, 2000), 131–70.
 52. Voir les travaux de Renaud Payre sur la « réforme municipale » en France, à commencer par « À la recherche de la "Science communale". Les "Mondes" de la réforme municipale dans la France de la première moitié du vingtième siècle » (thèse de doctorat de science politique, Université Pierre Mendès France Grenoble II, 2002).
 53. On pense notamment ici à Alessandro Schiavi. Voir Maurizio Ridolfi, dir., *Alessandro Schiavi. Indagine Sociale, Culture Politiche e Tradizione Socialista nel Primo '900* (Cesena, Società Editrice Il Ponte Vecchio, 1994); et Patrizia Dogliani, dir., *Europeismo e Municipalismo. Alessandro Schiavi nel Secondo Dopoguerra* (Cesena, Il Ponte Vecchio, 1996).
 54. Voir sur ce dernier point, Renaud Payre, « The Science That Never Was : Communal Science in France 1913–1949 », *Contemporary European History* 11, n° 4 (2002) : 529–48.
 55. Patrizia Dogliani, « European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century : The Socialist Network », *ibid.*, 573–96, Oscar Gaspari, « Cities against States? Hopes, Dreams and Shortcomings of the European Municipal Movement 1900–1960 », *ibid.*, 597–622.
 56. Voir Zucca, *Autonomie Locali e Federazione Sovranazionale*.
 57. Patrick Le Galès, dans *Le retour*, offre une synthèse et une interprétation de ce moment.

La toile municipale aux XIX^e–XX^e siècles

58. Une approche par le *world wide web* de cette abondance de réseaux dans Paolo Perulli, Fabio Rugge, Raffaella Florio, « Reti di Città : una Forma Emergente di Governance Europea », *Foedus.Culture Economie e Territori 4* (2002) : 53–70.
59. Patrick Le Galès « Villes en compétition? », dans *Gouvernement local et politiques urbaines*, Biarez et Nevers, dir. (Grenoble, CERAT, 1994), 443–61.
60. Dominique Lorrain, « La montée en puissance des villes », *Économie et humanisme* 305 (janvier–février 1989) : 6–20. En Europe, cette évolution participerait ainsi de la redéfinition des pyramides institutionnelles.
61. Comme le présentent Philip Cerny, *The Changing Architecture of Politics : Structure, Agency and the Future of the State* (Londres, Sage, 1990), ou Richard Rosecrance, « The Rise of the Virtual State », *Foreign Affairs* 75 (1996) : 45–61.
62. Sur ces pratiques, voir Cohen, *Urban Government and the Rise of the French City*, 223 et 258, et Saunier, « Changing ».
63. Cohen, *Urban Government and the Rise of the French City*, 324.
64. « Edgard Milhaud e la Rivista Internazionale Annales de la Régie Directe 1908–1924 », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi* 19 (1985) : 195–249.
65. Dogliani, « European Municipalism ».
66. Sur les revues en général et la manière de les utiliser, voir « Les revues dans la vie intellectuelle 1885–1914 », *Cahiers Georges Sorel*, 5 (1987). Notons au passage les carences d'information sur le nombre d'abonnés, le tirage ou la nature des ressources des revues, ainsi que sur le fonctionnement des revues, sauf à traiter une abondante correspondance, comme l'a fait Patrizia Dogliani dans ses travaux sur les *Annales de la Régie Directe*.
67. Une première approche des revues « municipales » italiennes, anglaises, allemandes, belges et françaises se trouve dans Hietala, *Services*; Patrizia Dogliani, *Un Laboratorio di Socialismo Municipale : la Francia, 1870–1920* (Milan, Franco Angeli, 1992); Accornero, *Scienze Sociali e Città Industriale*; et Payre, « A la recherche ».
68. Dogliani, *Laboratorio*, 163–93, et « European Municipalism »; Hietala, *Services*, 155–67.
69. Saunier, « Les Voyages ».
70. Hanes, *Seki Hajime*.
71. Pieter Uyttenhove, « Les efforts internationaux pour une Belgique moderne », dans *Resurgam. La reconstruction en Belgique après 1914*, Marcel Smets, dir. (Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1985), 33–68.
72. Ces liens peuvent transcender des clivages politiques forts. Un cas d'école se dégage avec la correspondance ininterrompue entre le socialiste Henri Sellier et le dignitaire nazi Strölin. Voir Renaud Payre, « Une république des communes. Henri Sellier et la réforme municipale en avril 1942 », *Genèses* 41 (décembre 2000) : 143–63.
73. Sur le foisonnement de l'activité congressiste, voir Anne Rasmussen, « L'Internationale scientifique 1890–1914 » (thèse de doctorat en histoire, École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, 1995). Une liste complète des congrès d'urbanisme du début du XX^e siècle se trouve dans Giorgio Piccinato, *La Costruzione dell'Urbanistica : Germania 1871–1914* (Rome, Officina Edizioni, 1974), 543, 552.
74. Pour une première liste des expositions internationales « urbaines » sur la période 1890–1940, Hietala, *Services*, et Saunier, « Changing ». On ne doit pas oublier le foisonnement des expositions nationales ou locales. Un exemple à Amsterdam avec Nico Randerdaad, « Een Etalage van Bestuurlijke Vernieuwing. De Tentoonstelling op Gemeentelijk Administratief Gebied in 1906 », *Amstelodamum* 82 (1995) : 141–51.
75. Pierre-Yves Saunier, « Sketches from the Urban Internationale. Voluntary Societies, International Organizations and US Foundations at the City's Bedside 1900–1960 », *International Journal for Urban and Regional Research* 25, n° 2 (2001) : 380–403.
76. Rasmussen, « L'Internationale scientifique 1890–1914 ». Voir aussi le numéro spécial « Les congrès, lieux de l'échange intellectuel (1850–1914) », *Mil Neuf Cent. Cahiers Georges Sorel*, 7 (1989).
77. Gaspari, *L'Italia*, 71–73, et « L'Unione Statistica delle Città Italiane (1907–1927) », *Le carte e la storia* 1 (1997) : 139–45.
78. Ces informations sont empruntées à Ingo Bautz, « Die Auslandsbeziehungen Deutscher Kommunen bis 1945 », *Interregiones* 8 (1999) : 19–58.
79. Communication de Ingo Bautz, journées d'études sur le Mouvement municipal en Europe, Groningen, mars 2001.
80. Voir Marcel Smets, *Charles Buls. Les principes de l'art urbain* (Liège, Mardaga, 1995).
81. Claude, « Technique sanitaire ».
82. Parmi les projets de création d'une organisation mondiale de municipalités, outre les velléités de l'Internationale socialiste mises en évidence par Patrizia Dogliani (*Laboratorio*, 57–59), on peut mentionner ici la proposition de « Congress of Capitals » du Lord maire de Londres en 1905 ou le congrès municipal tenu lors de l'Exposition de Düsseldorf en 1913. La plus ou moins fantaisiste *World League of Cities* de l'Américain Charles B. White, au début des années 1920, l'Association Internationale des Maires créée au même moment par l'Association Générale des Maires de France ou encore la tentative d'escroquerie montée autour d'une Association Internationale des Maires par un couple d'émigrés tchèques en France en 1938 montrent que l'idée de l'organisation internationale des connexions municipales suscite des attentions diverses et variées.
83. Sur l'IULA, on se reportera aux travaux cités de Bautz, Gaspari, Payre et aux différents articles de Saunier.
84. Cette distinction a été introduite et développée par Oscar Gaspari, « Alle Origini del Movimento Comunale Europeo : dall'Unione Internazionale des Villes al Consiglio dei Comuni d'Europa (1913–1953) », *Memoria e Ricerca* 10 (décembre 1997) : 147–63.
85. Saunier, « Sketches ».
86. Quid par exemple des liens entre *United Cities*, les organisations municipales asiatiques (Citynet) ou moyen-orientales (Arab Towns Organization) et la *World Associations of Cities and Local Authorities Coordination*, ou de leur relation avec l'*United Nations Advisory Committee of Local Authorities*, organisme créé pour représenter les autorités locales auprès des Nations Unies et de leur programme Habitat.
87. Saunier, « Sketches ».
88. Ce rôle structurant des fondations philanthropiques états-uniennes, notamment pour l'évolution de l'IULA, est abordé en détail dans Saunier, « Selling ».
89. *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale* (Paris, La Découverte, 2000).
90. Voir par exemple les travaux de Renaud Payre déjà cités, ou ceux de Shane Ewen, « The Internationalisation of Fire Protection : in Pursuit of Municipal Networks in Edwardian Birmingham », *Urban History* 32 (2005) : 285–304, et « Managing Police Constables and Firefighters. Uniformed Public Services in English Cities, c. 1870–1980 », *International Review of Social History* 51, n° 1 (2006).
91. Outre l'article déjà cité de Nora Lafi, voir aussi Andrew Brown-May, « I Cittadini Stanno Iniziando a Lamentarsi. Saperi Municipali e Contrattazioni intorno ai Comportamenti Pubblici Molesti a Melbourne », *Storia Urbana* 28, n° 108 (juillet–septembre 2005) : 53–67.
92. Une illustration de l'intérêt à tenir ensemble l'étude des réseaux transnationaux contemporains avec celle des phénomènes du XIX^e siècle dans Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics* (Ithaca, Cornell University Press, 1998).
93. Cela est particulièrement net autour de l'application de l'Agenda 21 issu du sommet de Rio. Voir Bulkeley et Betsill, *Cities and Climate Change*.